



Croissy-sur-Seine le 17 janvier 2009,

Messieurs les Ministres,  
Monsieur le Président du Conseil général des Yvelines,  
Mesdames et Messieurs les Conseillers généraux,  
Messieurs les Maires de Flins-sur-Seine et des Mureaux,

Nous vous demandons par la présente de renoncer à l'implantation d'un circuit de Formule 1 sur les communes des Mureaux et de Flins pour les raisons suivantes :

## **1. Le non respect des engagements pris lors du Grenelle de l'Environnement.**

### **1.1 La préservation de la ressource eau et de la biodiversité**

Le projet de circuit se situe sur la deuxième nappe phréatique d'Ile de France qui alimente près de la moitié des Yvelines et des Hauts de Seine en eau potable. Le terrain est en partie en zone inondable d'après le Plan de prévention des risques d'inondation (PPRI), et donc non constructible ; en bordure de Seine cette zone joue un rôle de couloir Vert, favorisant la biodiversité entre la plaine de Bouafle et les coteaux de Mézy, et créent par la même occasion une coupure d'urbanisation sur la Seine entre Flins et les Mureaux (dispositions prévues dans le SDRIF qui ne seraient pas respectées). La richesse écologique de notre département des Yvelines ne doit pas être davantage entamée, mais au contraire préservée, et si possible améliorée.

### **1.2 Le développement de l'agriculture biologique**

Ce projet prévoit la destruction de terres agricoles initialement destinées à un grand projet d'agriculture biologique maraîchère et céréalière pour la région Ile de France. Dans ces conditions, il va devenir difficile d'atteindre en 2012 les 6% de production bio prévus par le Grenelle de l'Environnement (l'Ile de France n'en compte actuellement que 0,78%).

## **2. Le non sens économique**

Dans cette période de crise économique, au moment où même Max Mosley, Président de la Fédération Internationale de l'Automobile, lance un véritable cri d'alarme sur la viabilité de ce sport, où le Grand Prix d'Australie enregistre un déficit record, où le Crédit Suisse, le deuxième groupe bancaire suisse, cesse son partenariat avec l'écurie de F1 BMW-Sauber et a décidé de ne pas renouveler le contrat de parrainage qui arrivait à terme à la fin 2008, sans parler des problèmes en Allemagne et au Canada, dépenser plus de 100 millions d'euros de l'argent du contribuable local des Yvelines constitue un véritable non-sens économique. Il existe également un véritable danger à terme que les contribuables soient à nouveau sollicités pour combler les déficits. Et une certitude : ils devront payer les dégâts écologiques.

### **3. Le mirage des emplois**

Pour créer des emplois à long terme, il faut investir dans des secteurs d'avenir, notamment dans les voitures plus économes qui n'ont nul besoin d'un circuit de F1, dans les énergies renouvelables, dans la rénovation du bâti ancien, pour donner quelques exemples. Nous n'avons pas les moyens de nous lancer dans de grands projets qui ne sont qu'à court terme. En résumé, il est essentiel d'investir dans des projets locaux pérennes et non dans des gouffres financiers, ici comme ailleurs.

### **4. Les pollutions locales**

Pour les villes toutes proches, il faut s'attendre à une pollution atmosphérique et à des nuisances sonores à des kilomètres aux alentours pendant les 250 jours de manifestations diverses prévues et à une circulation difficile du fait de l'afflux de voitures sur le site.

### **5. L'atteinte aux potentialités de cultures bio de proximité**

La région Ile de France manque de terres disponibles pour l'approvisionnement en produits cultivés en proximité, et limiter ainsi les rejets de CO<sub>2</sub> dus aux transports pour des produits venant souvent de très loin. En particulier cela ne peut que faciliter les cantines bios dans les villes proches. Il est proposé une surface agricole de remplacement pour une production biologique. Cette seconde surface est bien sûr la bienvenue, en plus de ce qui était prévu à Flins, pour atteindre les objectifs bio de 6% en 2012. Rappelons que après 7 mois de travail, de réunions et de palabres, la profession agricole avait réussi, avec le concours de l'Agence des Espaces Verts, à installer 3 agriculteurs sur 140 ha à Flins-sur-Seine et aux Mureaux (78), dans une région - l'Ile de France - où le foncier se fait si rare. Après une étude agronomique de sols et une étude de faisabilité technico-économique, le comité technique de la SAFER, organisme chargé de l'aménagement et du développement de l'espace rural, avait tranché mi-octobre et désigné 1 céréalier et 2 maraîchers en production biologique pour reprendre la ferme de la Haye. Bref, suite à cette décision de bon sens, les 3 agriculteurs avaient commencé à cultiver les terres... et les voilà menacés de devoir mettre la clé sous la porte à cause d'un projet de Formule 1.

A nouveau, nous vous demandons de renoncer à ce projet de circuit de F1, car en effet ce projet est contraire au développement durable d'un point de vue économique, social et environnemental, et ne respecte pas les engagements qui avaient été pris pour ce secteur concernant l'agriculture bio.

Nous sommes conscients qu'il faut un acte de courage pour s'orienter dans cette nouvelle voie. Mais vous pourrez être assuré du soutien d'une large partie de l'opinion que nous ne manquerons pas d'informer à la hauteur de notre audience.

Veillez recevoir, Madame, Monsieur, les salutations d'une association attachée à un avenir respectueux de la terre et de l'eau que nous léguerons à nos enfants.

Le Président du collectif d'associations « Seine Vivante »  
Jean-Pierre Genestier